

Construire un monde plus juste

- 2,7 milliards de personnes vivent avec moins de 2 USD par jour – elles sont 10 % de plus qu'en 1987.
- L'espérance de vie en bonne santé en Afrique est de 39 ans, contre 66 dans le monde développé.
- Le montant annuel de l'aide au développement consacrée à la santé, toutes nations développées confondues, (10 milliards USD) équivaut au montant que dépensent chaque année les consommateurs américains pour la rénovation de leur salle de bains.
- Si la richesse du monde développé a augmenté de plus de 150 % depuis 1960, l'aide par habitant n'a augmenté que de 10 %.
- Les multinationales ont gagné en puissance et en richesse. Sur les 100 entités économiques les plus importantes du monde, 51 sont des entreprises. Les ventes combinées des 20 premières représentent 18 fois le revenu cumulé des 25 % les plus pauvres de la population mondiale.

Nous vivons dans un monde profondément polarisé. Les statistiques sur la santé et la pauvreté enregistrent les disparités, mais ne peuvent que suggérer la misère dans laquelle vivent ceux qui sont en bas de l'échelle.

Éthiquement, ces inégalités sont intolérables, tout particulièrement en cette époque où la mondialisation nous rapproche. Que peut-on faire pour y remédier ?

Réformer le commerce et la gouvernance de l'économie mondiale

Le rapport de l'*Observatoire de la Santé Globale* décrit les graves problèmes qui gangrènent la structure et les processus actuels de la gouvernance mondiale, enracinés dans les inégalités économiques existant d'une nation à l'autre. Ainsi, le pouvoir décisionnaire à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International, par exemple, est fonction des contributions financières, ce qui entraîne une représentation profondément inégalitaire. À la Banque Mondiale, les États-Unis détiennent à eux seuls 17 % des voix, tandis que les 47 pays d'Afrique sub-saharienne en rassemblent au total 7 %.

Le commerce inéquitable élargit le fossé entre riches et pauvres, maintenant des centaines de millions de personnes dans la misère et limitant les perspectives de développement des pays à revenu faible et moyen. Le commerce est également encouragé sans qu'une attention suffisante soit prêtée aux protections et aux réglementations nécessaires pour prévenir et

réduire la dégradation de l'environnement, le chômage, l'exploitation et l'exposition aux menaces sanitaires (encart 3).

Si la prise de décision au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce repose théoriquement sur le principe 'un membre, une voix', en pratique ce sont les pays développés, avec leurs importantes délégations commerciales et leur pouvoir financier de négociation, qui fixent l'agenda.

Dans le même temps, les grandes entreprises ont une influence énorme sur les gouvernements de pays riches, sans obligation de rendre des comptes, et encouragent des réglementations commerciales et financières mondiales qui affaiblissent la citoyenneté et la souveraineté des gouvernements, notamment dans les pays en développement.

Les pays riches se sont également emparés d'innombrables ressources naturelles des pays en développement, dont ils ont pris le contrôle grâce à divers instruments, au rang desquels des règles iniques sur la propriété, des conditions commerciales injustes, la collusion avec des despotes et des gouvernements antidémocratiques et des conditions économiques imposées via l'aide au développement. Beaucoup de ces ressources sont passées aux mains de multinationales qui n'ont pas de comptes à rendre et servent à entretenir les modes de vie néfastes à l'environnement de la minorité riche.

Ce qu'il faut faire

- Les pays développés doivent tenir leurs promesses, et

ouvrir leurs marchés aux produits venus des pays en développement, particulièrement dans l'agriculture et les textiles. Ils doivent honorer leur parole et réduire les subventions accordées à leurs propres producteurs quand elles entraînent une concurrence déloyale qui détruit les jeunes industries des pays en développement. Les gouvernements des pays du Sud doivent aussi avoir plus de latitude pour protéger leurs économies fragiles contre la concurrence déloyale.

- Les accords commerciaux mondiaux, bilatéraux et régionaux doivent faire l'objet d'études du point de vue de leur impact sur la santé et l'équité, et être soumis à un examen parlementaire et public plus strict.
- La Banque Mondiale, l'OMC et le FMI doivent être réformés, afin de représenter les plus pauvres et d'agir dans leur intérêt, et doivent rendre compte de leur responsabilité dans la perpétuation de la pauvreté et l'alimentation des inégalités.
- Le système des Nations Unies, institution anachronique régie par une structure et des règles instituées à une époque révolue, nécessite une réforme fondamentale pour favoriser une plus grande égalité entre les pays, une mondialisation plus juste et le respect du droit universel à la santé.
- Il faut soutenir les communautés dans leur lutte pour protéger leur accès aux ressources naturelles.

Soutenir le développement humain par l'extension de l'annulation de la dette et de l'aide au développement

Le récent sommet du G8 a fait des progrès en matière d'annulation de la dette et d'amélioration de l'aide au développement, suite à une vague de mobilisation publique exigeant un traitement plus juste pour les plus pauvres (encart 4).

Cependant, les progrès restent trop rares et trop lents. Des millions de personnes portent toujours le fardeau du remboursement d'emprunts qu'ils n'ont pas contractés et dont ils n'ont pas bénéficié. La plupart des pays développés ne consacrent pas 0,7 % de leur revenu national à l'aide au développement, contrairement aux engagements pris il y a déjà 30 ans.

L'Observatoire de la Santé Globale décrit aussi en quoi l'aide au développement peut elle aussi faire partie du problème, lorsqu'elle sert à forcer les pays à entreprendre des réformes économiques et à ouvrir leurs marchés pour profiter aux donateurs et aux grandes multinationales. Certains pays donateurs insistent également pour que l'aide soit utilisée pour acheter des biens ou des services auprès d'eux – c'est ce qu'on appelle l'aide liée. Dans le secteur de la santé, l'aide au développement prend souvent la forme d'une myriade de programmes et d'initiatives sans coordination, qui sapent la capacité des pouvoirs publics à élaborer des plans sanitaires cohérents et à long terme.

Ce qu'il faut faire

- Il convient de poursuivre sur la voie des récentes avancées en matière d'annulation de la dette, sans pour autant déduire ces montants des budgets de l'aide. Les objectifs de dépenses publiques pour la santé, l'éducation et la sécurité alimentaire doivent avoir la priorité sur tout remboursement de la dette.
- Les pays donateurs doivent tenir l'objectif de 0,7 % du PIB fixé par les Nations Unies d'ici à 2010 et non d'ici à

2015 comme l'ont promis certains pays.

- L'annulation de la dette et l'aide au développement ne doivent être soumises à aucune condition, hormis en ce qui concerne les normes de transparence et de responsabilité dans l'utilisation des fonds ; elles doivent être « déliées ».
- Dans le secteur de la santé, l'aide au développement doit être mieux coordonnée, prendre en compte les priorités nationales et contribuer à la formation de systèmes de santé équitables dans les pays en développement.

Étendre le principe de la justice fiscale

D'énormes richesses sont créées et s'échangent au niveau mondial, dont beaucoup sont indûment exonérées d'impôts. *L'Observatoire de la Santé Globale* contient des détails sur le coût pour les gouvernements des richesses des entreprises cachées dans des paradis fiscaux : 255 milliards de dollars par an de revenus fiscaux perdus.

Il existe d'autres sources potentielles de revenus : taxe sur les opérations en devises, taxe sur le commerce des armes, taxe environnementale mondiale, taxe sur les compagnies aériennes. Ces taxes pourraient également favoriser une moindre utilisation de ces sources de maux sociaux et de dommages environnementaux. Ces propositions incorporent les principes de la répartition équitable des ressources économiques mondiales, et devraient prévaloir sur le concept de charité et d'annulation de la dette.

Ce qu'il faut faire

- Les gouvernements doivent se mettre d'accord pour instituer une autorité fiscale internationale ayant mandat pour éliminer l'évasion fiscale et pour augmenter le revenu à consacrer au développement à l'échelon mondial.
- Les gouvernements doivent explorer et mettre en œuvre de nouvelles formes de financement du développement, par exemple la taxe sur les transactions financières.

S'attaquer à la corruption et à l'oppression

On oppose souvent au transfert des ressources des pays riches aux pays pauvres l'argument que les pays pauvres sont corrompus et dirigés par des gouvernements oppresseurs.

Cependant, la corruption existe dans toutes les sociétés, et les agents de la corruption et de l'oppression dans les pays pauvres impliquent aussi des acteurs du monde développé.

La corruption prospère quand les administrations publiques sont sous-financées, n'ont pas à rendre compte de leurs actes ou sont en proie aux conflits d'intérêts. L'oppression est appuyée par les ventes d'armes illégales bénéficiant essentiellement aux fabricants d'armes du monde développé. Les disparités croissantes entre pays et au sein d'un même pays sont en elles-mêmes des catalyseurs de la corruption, ce qui souligne à quel point il est urgent de traiter les inégalités.

Ce qu'il faut faire

- Un plus grand investissement des bailleurs doit aller à la construction de structures juridiques et régulatrices de surveillance de la corruption, rendant des comptes publics.
- Une plus grande partie du budget du secteur public doit être consacrée à la surveillance des procédures au sein des pays.
- Il faut instituer des règles, des procédures et des fonds pour mettre en place des mécanismes de transparence et d'ouverture à l'examen public des comptes des entreprises.
- Les citoyens des pays riches doivent surveiller la complicité de leurs propres gouvernements et entreprises dans le maintien de la corruption dans les pays pauvres, et faire campagne pour que les bailleurs signent la Convention des Nations Unies contre la Corruption.

Effets préjudiciables du commerce

Si le commerce peut améliorer le niveau de vie et la santé, il peut aussi être nuisible. En voici quelques exemples :

- Les entreprises à la recherche de main d'œuvre à bas salaire et non syndiquée dans les pays pauvres, se préoccupant peu de la santé au travail ou de la santé environnementale.
- Le contrôle croissant sur la production alimentaire de quelques grandes multinationales qui étranglent les petits producteurs et réduisent l'accès aux aliments nutritifs.
- La pression des nations riches, afin d'ouvrir les marchés à leurs propres entreprises dans le champ des services fondamentaux, tels que l'eau – un processus facilité par l'accord général sur le commerce des services (AGCS).
- Les plus grandes distances entre producteurs et consommateurs, entraînant des dégâts environnementaux du fait du transport des denrées alimentaires et autres produits.

Jubilee 2000 – Le pouvoir de la solidarité mondiale

Jubilee 2000 a été lancé au milieu des années 1990 pour s'attaquer à l'incapacité des gouvernements des pays riches, de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International à reconnaître l'annulation de la dette comme une obligation morale et une nécessité pour le développement.

La campagne a mobilisé avec succès la société civile dans le monde entier, et 24 millions de personnes ont signé cette pétition, la plus importante au monde. Lors du sommet du G7 à Cologne en 1999, Jubilee 2000 a persuadé

les créanciers de promettre 100 milliards de dollars d'annulation de dette.

Bien que cette promesse n'ait pas été entièrement tenue, la dette a cependant été allégée, et les militants dans les pays débiteurs maintiennent la pression.

Jubilee 2000 a montré qu'une vaste coalition – incluant des groupes de professionnels de santé éminents – pouvait sensibiliser l'opinion publique aux problèmes mondiaux, mettre la pression et provoquer le changement.



étudiants en médecine demandant l'annulation de la dette (Andrew Ward)

Que peuvent faire les travailleurs de santé et les militants pour construire un monde plus juste ?

- Exiger et faire campagne pour :
 - La nomination d'une délégation internationale d'experts de la santé publique et du commerce, mandatés pour assister aux prochains rounds de négociations de l'OMC. Ces experts offriraient leurs conseils et des avertissements de santé publique aux ministères des finances et du commerce des pays en développement, et soumettraient un rapport de haut niveau sur l'impact de toutes les décisions de l'OMC en termes de santé et d'équité. Cette délégation devrait être instituée dès les négociations de Hong Kong en décembre 2005.
 - Que l'OMS déclare la réforme des Nations Unies, de l'OMC, de la Banque Mondiale et du FMI priorité mondiale de santé publique.
 - La mise en place d'une autorité fiscale internationale et de nouvelles sources de financement pour le développement et la santé.
 - Le suivi et l'évaluation indépendante des politiques et de l'impact sanitaire des programmes des bailleurs officiels.
- L'approbation et le soutien public des campagnes pour le commerce équitable, l'annulation de la dette et l'accroissement de l'aide, par exemple le Global Call to Action against Poverty (<http://www.whiteband.org>), d'ici au sommet du Millénaire des Nations Unies, en septembre 2005, et au-delà.
- La promotion d'une meilleure formation pour les travailleurs de santé et les étudiants des premiers cycles de médecine ou santé publique, sur les enjeux sanitaires mondiaux mis en lumière dans le rapport de *l'Observatoire de la Santé Globale*.
- L'élaboration de politiques d'achat éthiques et de pratiques de 'commerce équitable' au sein du système de santé.



Santé sous pression, clinique de village, Mali. Les pays à bas revenus comme le Mali ont besoin d'une meilleure place dans l'économie globale pour pouvoir améliorer la santé (Jan Banning/Panos Pictures)